

Manifeste de Cuenca

sur le Tourisme et le Développement Économique Régional

Organisé par : ORU Fogar, GLOCAL International Organization et la Préfecture de l'Azuay

Préambule

Réunis dans la ville de Cuenca, en Équateur, dans le cadre du Forum GLOCAL sur le Tourisme et le Développement Économique Régional, convoqué par ORU Fogar, GLOCAL International Organization et la Préfecture de l'Azuay, des représentants de gouvernements régionaux, d'organisations internationales, d'institutions publiques, du secteur privé, du monde académique, de la société civile et d'acteurs du développement territorial exprimons notre conviction que le tourisme doit être compris, planifié et géré comme une politique stratégique de développement économique régional.

Le tourisme ne peut plus être abordé uniquement comme une activité sectorielle ni comme un outil isolé de promotion des destinations. Dans le contexte actuel, marqué par de profondes transformations économiques, sociales, environnementales, technologiques et culturelles, le tourisme constitue une plateforme privilégiée pour articuler les territoires, créer de l'emploi, attirer des investissements, renforcer les identités, préserver les patrimoines, dynamiser les chaînes productives et projeter les régions sur la scène mondiale.

Nous reconnaissons que les régions occupent une position fondamentale entre l'échelle nationale et l'échelle locale. À partir de cette position stratégique, elles peuvent traduire les grandes orientations de politique publique en actions concrètes, adaptées aux réalités territoriales, capables de générer un impact direct sur la vie des communautés. Les régions sont donc des espaces de planification, d'articulation, d'innovation et de gouvernance, appelées à transformer les potentiels touristiques en véritables facteurs de développement durable, inclusif et compétitif.

Ce Manifeste exprime une vision partagée : le tourisme, lorsqu'il s'intègre à une stratégie territoriale de long terme, peut devenir un moteur de développement économique régional, de cohésion sociale, de durabilité environnementale, d'intégration culturelle et de coopération internationale.

I. Le tourisme comme politique de développement régional

Nous déclarons que le tourisme doit être reconnu comme une politique publique transversale, liée à l'aménagement du territoire, aux infrastructures, à la culture, à l'environnement, à l'éducation, à l'innovation, à la production, à la connectivité et au développement économique.

Le tourisme ne doit pas être planifié en dehors du territoire ni en marge de ses communautés. Il doit faire partie d'une vision intégrée qui articule les capacités productives, les ressources naturelles, le patrimoine culturel, l'identité locale, les opportunités d'investissement et les aspirations de la population résidente.

Les régions ont la responsabilité de conduire cette approche intégrée, en promouvant des modèles de gouvernance qui surmontent la fragmentation institutionnelle et permettent de coordonner les politiques entre les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, ainsi qu'entre le secteur public, le secteur privé, le monde académique et les communautés.

II. Le rôle stratégique des régions

Nous affirmons que les régions doivent se consolider comme des autorités techniques et politiques capables de conduire la gestion touristique dans une perspective de développement territorial.

Ce rôle implique de planifier avec une vision d'avenir, de définir des priorités, d'orienter les investissements, d'articuler les secteurs, d'établir des normes de qualité et de durabilité, de promouvoir la compétitivité, de générer des informations pour la prise de décision et de veiller à ce que les bénéfices du tourisme soient distribués de manière équilibrée sur le territoire.

Les régions doivent agir comme des connecteurs entre le national et le local, intégrant les politiques touristiques avec celles des transports, des infrastructures, de la culture, de l'environnement, de l'emploi, de l'innovation, de l'agriculture, de l'éducation et du développement productif.

Elles doivent également construire et projeter une marque territoriale solide, authentique et compétitive, fondée sur l'identité de leurs communautés, la qualité de leurs expériences et la capacité de leurs institutions à soutenir des modèles de développement à long terme.

III. Patrimoine, identité et durabilité culturelle

Nous reconnaissons que le patrimoine culturel et naturel, matériel et immatériel, constitue l'un des actifs stratégiques les plus importants pour le développement touristique régional.

Le patrimoine ne doit pas être compris uniquement comme une ressource d'attraction, mais comme une expression vivante de l'identité des peuples. Sa mise en valeur exige conservation, interprétation, participation communautaire, respect de l'authenticité et réinvestissement des bénéfices générés par le tourisme.

Les régions doivent promouvoir des modèles de tourisme patrimonial qui protègent les sites historiques, les paysages culturels, les savoirs traditionnels, l'architecture, les expressions artistiques, la mémoire collective, la gastronomie et les modes de vie des communautés.

Nous avertissons que la croissance touristique sans planification peut engendrer des processus de dégradation, de congestion, de banalisation culturelle, de gentrification et de perte d'identité. Nous appelons donc à mettre en place des instruments de gestion des flux, de capacités de charge, de suivi, de réglementation et de participation citoyenne permettant de préserver les ressources patrimoniales et de garantir leur transmission aux générations futures.

IV. Intelligence des données, innovation et intelligence artificielle

Nous soutenons que la gouvernance touristique régionale doit s'appuyer de plus en plus sur des informations fiables, des données opportunes, l'intelligence territoriale, les technologies numériques et l'intelligence artificielle utilisée de manière responsable.

La prise de décision fondée sur des données probantes permet d'améliorer la planification, d'anticiper les risques, d'évaluer les impacts, d'optimiser les investissements, de gérer les flux touristiques, de mesurer la résilience des destinations et de concevoir des politiques publiques plus efficaces.

Les régions doivent progresser vers des systèmes d'intelligence touristique qui intègrent des informations sur la demande, l'offre, la mobilité, l'emploi, l'investissement, la durabilité, la perception citoyenne, la capacité de charge, la compétitivité et les effets économiques du tourisme.

En même temps, nous affirmons que l'innovation technologique doit être au service des personnes et des territoires. L'utilisation des données et de l'intelligence artificielle requiert des cadres de gouvernance clairs, de la transparence, de l'interopérabilité, la protection des droits, une supervision humaine, la sécurité numérique et la reddition de comptes.

V. Infrastructures, financement et investissement territorial

Nous déclarons qu'il ne peut exister de modèle touristique compétitif et durable sans des infrastructures adéquates, modernes, inclusives et résilientes.

Le développement touristique régional requiert des investissements dans la connectivité, les transports, l'accessibilité, les centres d'accueil des visiteurs, les espaces pour événements, les infrastructures numériques, la gestion des déchets, l'eau, l'énergie, la signalétique, les équipements culturels, la conservation du patrimoine et les services publics de qualité.

Les régions ont besoin d'instruments financiers leur permettant d'assumer leurs responsabilités. L'attribution de compétences en matière touristique doit s'accompagner de ressources suffisantes, de capacités techniques et de mécanismes de financement durables.

Nous appelons à explorer et à renforcer des modèles de financement territorial incluant des fonds régionaux d'investissement touristique, des partenariats public-privé, la coopération internationale, des instruments fiscaux spécifiques, des obligations vertes, des incitations à l'investissement responsable et des mécanismes assurant qu'une partie de la richesse générée par le tourisme retourne au territoire qui soutient l'activité.

L'investissement touristique doit être orienté vers l'intérêt public, améliorer la qualité de vie de la population résidente, réduire les écarts territoriaux, renforcer les zones rurales et contribuer à la résilience environnementale et climatique.

VI. Tourisme MICE et positionnement international des régions

Nous reconnaissons la valeur stratégique du tourisme de réunions, d'incentives, de congrès, de conférences et de salons comme outil de développement économique régional, de diversification productive et de projection internationale.

Le tourisme MICE permet d'attirer des connaissances, des investissements, des réseaux institutionnels, des affaires, de l'innovation et des opportunités de coopération. Il contribue

également à réduire la saisonnalité, à dynamiser les services professionnels, à renforcer l'hôtellerie, la gastronomie, les transports, la culture et l'économie locale.

Les régions doivent développer des capacités pour attirer, organiser et soutenir des événements nationaux et internationaux, en articulant infrastructures, connectivité, promotion, professionnalisation, durabilité et coopération public-privé.

Le positionnement d'une région comme destination événementielle ne doit pas se mesurer uniquement au nombre de visiteurs, mais aussi à sa capacité à générer un héritage, de l'apprentissage, de nouvelles alliances, des opportunités d'affaires et un impact territorial durable.

VII. Gastronomie, sécurité alimentaire et chaînes productives locales

Nous affirmons que la gastronomie est une composante essentielle de l'identité territoriale et un outil puissant pour relier le tourisme à la production locale, à l'agriculture familiale, à la sécurité alimentaire et au développement économique régional.

Le tourisme gastronomique peut créer des marchés pour les producteurs locaux, renforcer les circuits courts d'approvisionnement, préserver les recettes traditionnelles, promouvoir les ingrédients autochtones, valoriser les savoirs communautaires et projeter la culture d'une région dans le monde.

Les régions doivent promouvoir des stratégies intégrant agriculteurs, entrepreneurs, restaurants, hôtels, opérateurs touristiques, institutions éducatives, communautés et autorités publiques autour d'une vision commune de développement gastronomique durable.

Nous avertissons que le tourisme ne doit pas compromettre l'accès de la population locale à des aliments sains, abordables et culturellement appropriés. Le développement touristique doit donc respecter la sécurité et la souveraineté alimentaires, protéger les savoirs traditionnels, éviter la marchandisation excluante de la culture alimentaire et contribuer à des systèmes alimentaires résilients face au changement climatique.

VIII. Jeunesse, emploi et entrepreneuriat touristique

Nous reconnaissons que le tourisme offre des opportunités significatives pour l'emploi des jeunes, l'innovation, l'entrepreneuriat, l'inclusion sociale et l'ancrage territorial.

Les jeunes peuvent être les protagonistes de nouveaux modèles de tourisme durable, numérique, créatif, communautaire, accessible et respectueux de l'environnement. Leur capacité d'innovation, leur maîtrise technologique et leur sensibilité aux défis sociaux et environnementaux constituent un atout stratégique pour l'avenir des régions.

Les régions doivent promouvoir des politiques de formation, de financement, d'incubation, de mentorat, d'assistance technique, de réseaux d'entreprises, d'alphabétisation numérique et de simplification réglementaire permettant aux jeunes et aux entrepreneurs d'entrer, de croître et de se maintenir dans le secteur touristique.

Des actions spécifiques doivent également être menées pour les jeunes femmes, les entrepreneurs ruraux, les communautés autochtones, les petits producteurs, les travailleurs informels et les groupes historiquement exclus, garantissant que le tourisme soit un outil d'opportunités et non un facteur d'inégalité.

Lorsque les jeunes trouvent un avenir dans leurs territoires, l'ancrage se renforce, la migration forcée diminue et des communautés plus prospères, résilientes et soudées se construisent.

IX. Articulation public-privé et gouvernance collaborative

Nous déclarons que le développement touristique régional requiert une articulation public-privé solide, transparente, professionnelle et orientée vers l'intérêt public.

Le secteur public apporte une vision territoriale, une légitimité démocratique, la réglementation, la planification et la garantie du bien commun. Le secteur privé apporte investissement, innovation, capacité opérationnelle, connaissance du marché et dynamisme entrepreneurial. Le monde académique apporte recherche, formation et pensée critique. Les communautés apportent identité, légitimité, mémoire, culture et sentiment d'appartenance.

Aucun acteur ne peut, à lui seul, construire un modèle touristique régional durable. Nous appelons donc à renforcer des espaces permanents de gouvernance collaborative, des tables sectorielles, des agences de gestion des destinations, des observatoires touristiques, des alliances stratégiques et des mécanismes de participation permettant de coordonner les décisions, de partager les responsabilités et d'évaluer les résultats.

Les partenariats public-privé doivent garantir la transparence, l'équilibre entre rentabilité et intérêt public, une distribution équitable des bénéfices, le respect de l'environnement, l'inclusion sociale et l'alignement avec les plans d'aménagement du territoire.

X. Engagements de Cuenca

Depuis le Forum GLOCAL sur le Tourisme et le Développement Économique Régional, nous proposons d'assumer les engagements suivants :

- 1.** Reconnaître le tourisme comme moteur stratégique du développement économique régional et non pas seulement comme une activité promotionnelle ou sectorielle.
- 2.** Renforcer le rôle des régions comme espaces de planification, d'articulation, d'innovation, d'investissement et de gouvernance territoriale.
- 3.** Intégrer le tourisme aux politiques d'infrastructure, d'environnement, de culture, de production, d'emploi, d'éducation, d'agriculture, de connectivité et d'aménagement du territoire.
- 4.** Promouvoir des modèles de tourisme générant un emploi décent, des opportunités pour les jeunes, l'inclusion sociale, l'égalité des genres et l'ancrage communautaire.
- 5.** Protéger et valoriser le patrimoine culturel et naturel, en garantissant l'authenticité, la participation locale, la conservation et la distribution équitable des bénéfices.
- 6.** Promouvoir des systèmes d'intelligence touristique, de données et d'intelligence artificielle responsable pour améliorer la prise de décision et mesurer les impacts réels.
- 7.** Développer des mécanismes de financement régionaux permettant d'investir dans des infrastructures touristiques durables, résilientes et orientées vers l'intérêt public.
- 8.** Favoriser le tourisme MICE comme instrument de positionnement international, d'attraction des investissements, de génération de connaissances et d'héritage territorial.

9. Intégrer la gastronomie, la production locale, la sécurité et la souveraineté alimentaires comme piliers de l'identité, de la compétitivité et du développement économique régional.
10. Consolider des partenariats public-privé transparents et efficaces, avec participation communautaire et orientation vers le bien commun.
11. Promouvoir la coopération interrégionale et internationale pour partager connaissances, bonnes pratiques, outils de gestion, investissements et solutions innovantes.
12. Construire un agenda de travail permanent permettant de donner suite aux débats, engagements et résultats issus du Forum.

XI. Appel à l'action

Nous appelons les gouvernements régionaux, les gouvernements nationaux, les municipalités, les organisations internationales, les institutions financières, les universités, les chambres patronales, les associations touristiques, les communautés locales, les jeunes, les entrepreneurs et la société civile à travailler conjointement pour construire un nouvel agenda du tourisme et du développement économique régional.

Cet agenda doit s'identifier au concept glocal : profondément ancré dans les identités, les capacités et les besoins de chaque territoire, mais ouvert au monde, à la coopération internationale, à l'innovation et aux défis partagés de notre époque.

Le tourisme que nous proposons ne se limite pas à attirer des visiteurs. Le tourisme que nous promovons crée de la valeur territoriale, renforce les économies locales, protège les patrimoines, génère de l'emploi, promeut les investissements, relie les cultures, améliore les infrastructures, stimule l'innovation et contribue à une plus grande cohésion sociale.

Depuis Cuenca, ville d'histoire, de culture, de patrimoine et de rencontre, nous affirmons que les régions ont la capacité et la responsabilité de mener cette transformation.

Déclaration finale

Pour toutes ces raisons, les participants du Forum GLOBAL sur le Tourisme et le Développement Économique Régional déclarons notre volonté de promouvoir une vision renouvelée du tourisme comme politique stratégique de développement économique régional, fondée sur la durabilité, l'inclusion, l'innovation, la coopération, l'identité territoriale et la gouvernance démocratique.

Nous réaffirmons que l'avenir du tourisme sera régional, collaboratif, intelligent, durable et inclusif, ou il ne sera pas pleinement transformateur.

Et nous appelons les régions du monde à assumer un leadership actif pour que le tourisme devienne un outil concret de développement, de bien-être, d'intégration et de prospérité partagée pour nos peuples.

Cuenca, Équateur, 3 juillet 2026.